

OPINION INDIVIDUELLE DE M. VALTICOS

L'arrêt qui précède concerne, comme on l'aura vu, plusieurs secteurs terrestres (six, plus précisément) ainsi que des différends portant sur les îles et sur le régime juridique des espaces maritimes. Sur la plupart des conclusions de la Chambre je partage l'avis des membres — ou de la majorité des membres — de celle-ci, du moins quant à l'essentiel. Pour d'autres, je n'ai pas été en mesure de me rallier pleinement à l'opinion de la majorité ou ai dû exprimer certaines réserves et je l'ai naturellement regretté.

Les difficultés rencontrées par la Chambre, notamment quant aux secteurs terrestres, tiennent en partie au principe *uti possidetis juris* qu'elle était appelée à suivre.

C'est dans une large mesure à ce sujet que je ne me suis pas senti en mesure de partager, à certains égards, le point de vue de la majorité de la Chambre et c'est donc à ce sujet que je dois exprimer une opinion liminaire.

LA PORTÉE DU PRINCIPE *UTI POSSIDETIS JURIS*

On connaît le développement du principe *uti possidetis juris* qui, initialement propre aux pays d'Amérique relevant à l'origine de la colonisation espagnole, a été, depuis, utilisé aussi à propos d'autres régions, mais à la suite de décolonisations bien plus récentes et dans des conditions sensiblement différentes, comme l'a montré l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)* (C.I.J. Recueil 1986, p. 565 et suiv., par. 21 et suiv.).

L'application, dans le cas présent, du principe *uti possidetis juris* qui, comme cela est indiqué dans le présent arrêt, devait, à la suite de l'accord des Parties, guider les travaux de la Chambre — ainsi que ce qu'on appelle les « effectivités » et, plus généralement, les normes du droit international — a rencontré de sérieuses difficultés.

Celles-ci provenaient d'abord du fait que le principe en question n'est pas aisé à appliquer lorsqu'il s'agit de droits pouvant dater de trois ou quatre siècles (car si, en principe, la « date critique » est 1821, les droits et titres invoqués étaient en général bien plus anciens).

C'était, cependant, surtout le caractère probatoire des droits que le passage du temps rendait plus incertain. Quels étaient, parmi les divers droits invoqués, ceux qui devaient être considérés comme pertinents pour la détermination des frontières? Remonter le temps n'était ni simple ni

SEPARATE OPINION OF JUDGE VALTICOS

[Translation]

The preceding Judgment relates, as will have been seen, to several land sectors (six, to be more precise) and to disputes bearing on the islands and the legal régime of the maritime spaces. On most of the findings of the Chamber I am in agreement with its members — or with the majority of its members — at least with regard to essentials. With respect to other findings, I have been unable to concur fully in the opinion of the majority or have been obliged to express certain reservations — to my regret, of course.

The difficulties encountered by the Chamber, particularly with regard to the land sectors, derive in part from the principle of *uti possidetis juris* that it was required to apply.

It was largely on that subject that I felt unable to subscribe, in certain respects, to the view of the majority of the Chamber and it is accordingly on that subject that I must express an initial opinion.

THE SCOPE OF THE PRINCIPLE OF *UTI POSSIDETIS JURIS*

The development of the principle of *uti possidetis juris* is well known. Initially specific to those American countries that had originally been colonized by Spain, it has, since that time, also been applied in other regions, albeit in connection with decolonizations of a much more recent date and under considerably different conditions, as shown by the case concerning the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* (*I.C.J. Reports 1986*, pp. 565 *et seq.*, paras. 21 *et seq.*).

The application, in the present case, of the principle of *uti possidetis juris*, which, as stated in the Judgment, had, as agreed by the Parties, to guide the work of the Chamber, together with what are known as “*effectivités*” and, more generally, the rules of international law, has encountered serious difficulties.

These difficulties derived, in the first place, from the fact that the principle is not easy to apply when one is dealing with rights that may well date from three or four centuries ago (for, while, in principle, the “critical date” is 1821, the rights and titles invoked by the Parties went back, in general, a great deal further).

It was, however, above all the probative character of those rights that was rendered uncertain by the passage of time. Which of the various rights invoked were those which had to be considered as relevant to the determination of the frontiers? It was neither simple nor sufficient to move back

suffisant quand il n'était pas clair quelle était la source dont le droit était issu et à laquelle il convenait donc de s'arrêter. Dans quelle mesure devait-on se déterminer en fonction des divisions administratives de l'ère coloniale, alors qu'une incertitude existait tant quant à leur tracé précis que quant à leur signification, que toute autorité provenait en réalité du roi d'Espagne et que les lignes du « contrôle administratif » étaient souvent modifiées ?¹ Quelle était, dans ce cadre incertain, la portée des titres dits *ejidales* accordés par les autorités, notamment aux communautés d'Indiens en vue de leur établissement et de leur « mise au travail », et ces titres devaient-ils avoir un effet spécial sur la délimitation des frontières ? Ce point a été longuement débattu par les Parties, du moins quant à son principe. Ce que je souhaite simplement indiquer ici pour expliquer l'opinion qui suivra, c'est que, dans un système très ancien et où tout dérivait de l'autorité royale, il est difficile de présenter, comme on l'a dit dans l'affaire (fort différente, avons-nous dit) mentionnée plus haut², « un instantané territorial » car l'image serait, ici, tantôt floue et tantôt kaléidoscopique. Il n'est possible, dans le présent cas, ni de faire revivre pleinement les structures du passé, ni, inversement, de projeter sur le passé des notions juridiques actuelles.

Ce qu'on peut raisonnablement accepter, du moins en ce qui me concerne, c'est que des opérations comme la délivrance de titres *ejidales*, qui constituait une mesure subordonnée à des conditions précises, qui était décidée par une autorité supérieure de caractère administratif autant que judiciaire, qui était confiée à des fonctionnaires hautement responsables et menée de manière minutieuse, après enquête, arpentage et selon une procédure complexe, qui était soumise à l'approbation d'autorités de haut rang, notamment de la Real Audiencia de Guatemala³, et visait des objectifs politiques importants, et qui était accomplie comme un acte de

¹ L'importance de ce « contrôle administratif » a été soulignée, d'une manière générale, par le tribunal arbitral chargé de l'affaire des frontières entre le Guatemala et le Honduras, que présidait le *Chief Justice* Hughes et qui comprenait aussi M. L. Castro Urena, du Guatemala, et M. E. Bello Codesido, du Honduras (voir Nations Unies, *Recueil des sentences arbitrales*, vol. II, 1949, p. 1322-1324).

² Arrêt précité du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)* (C.I.J. *Recueil 1986*), p. 568, par. 30.

³ On peut noter à ce sujet qu'un spécialiste éminent, Michel Foucher, a écrit dans son ouvrage qui fait autorité (*Fronts et frontières*, Fayard, Paris, 1988, p. 77) :

« L'on admet que la chaîne des *audiencias*, juridictions majeures de l'administration coloniale, dotées d'autonomie par rapport au niveau supérieur des trois vice-royaumes, a fourni le cadre ou plutôt le noyau des entités devenues indépendantes. Mais cela ne suffisait pas à définir la totalité du cadre, car les franges frontalières pouvaient être « mouvantes » dans leur appartenance. »

Et cet auteur qualifie de « très enchevêtrés » les problèmes des frontières Honduras-El Salvador (*op. cit.*, p. 452).

in time when one could not be certain of the source from which the right had derived and at which the process should therefore be halted. To what extent did one have to reach a decision on the terms of the administrative divisions of the colonial era, when there was a lack of certainty as to both their precise course and their significance, when all authority in fact derived from the King of Spain and lines of "administrative control" were frequently modified?¹ What was, in that uncertain framework, the scope of what were known as *títulos ejidales*, which were granted by the authorities — more particularly to Indian communities, so that they could be settled and "put to work" — and were those titles to have a special effect upon the delimitation of the frontiers? This point was debated at length by the Parties, at least as regards the underlying principle. What I would like quite simply to point out here, in order to explain the view I shall subsequently advance, is that in a very old system, where everything derived from the royal authority, it is difficult to present what in the context of the case mentioned above (which, as I have said, was a very different one²), was called "a photograph of the territory", as, in the context with which we are dealing, the image would lie between the blurred and the kaleidoscopic. In the present case, it is impossible to revive completely the structures of the past or, conversely, to transpose to the past certain legal concepts of the present day.

What can reasonably be accepted, at least as far as I am concerned, is that operations like the granting of *títulos ejidales*, which constituted a measure subject to precise conditions, which was decided upon by a higher authority of an administrative as much as a judicial character, which was entrusted to highly responsible officials and scrupulously implemented, after an investigation and survey, according to a complex procedure, which was submitted for the approval of high-ranking authorities, particularly the *Real Audiencia* of Guatemala³, which had in view important political objectives and which was accomplished as an act of

¹ The importance of this "administrative control" was stressed, in a general manner, by the Arbitral Tribunal dealing with the case concerning the frontiers between Guatemala and Honduras, presided over by Chief Justice Hughes and also including L. Castro Ureña, of Guatemala, and E. Bello Codesido, of Honduras (United Nations, *Reports of International Arbitral Awards*, Vol. II, 1949, pp. 1322-1324).

² Aforementioned case concerning the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* (*I.C.J. Reports 1986*, p. 568, para. 30).

³ In this regard, one may note the following passage in an authoritative work by an eminent specialist, Michel Foucher (*Fronts et frontières*, Fayard, Paris, 1988, p. 77):

"It is accepted that the chain of *audiencias*, the major judicial bodies of the colonial administration, endowed with autonomy at the highest level of the three vice-royalties, provided the framework or rather the kernel of the entities that became independent. But this does not suffice for a definition of the whole framework, as there existed boundary areas that could well 'shift' their allegiances."

Moreover, this author describes as "very involved" the problems of the boundaries between Honduras and El Salvador (*op. cit.*, p. 452).

souveraineté et entraînait le contrôle systématique des activités (notamment de culture) ultérieures qu'effectuait l'unité administrative qui avait ordonné l'opération, bref, que de telles opérations d'intérêt public majeur ne pouvaient qu'avoir, du moins dans des conditions déterminées, un certain effet sur les structures ou en tout cas les rapports administratifs des régions considérées. D'où l'importance qui s'est attachée à la portée des titres *ejidales*, en tout cas s'agissant de ceux qui ne se bornaient pas à conférer simplement des droits de propriété privés. En définitive, les titres *ejidales* ne peuvent, sous certaines conditions, notamment quant à leur nature, à leurs destinataires, aux conditions dans lesquelles ils ont été établis, à leur autorité, à leur degré de précision et au concours éventuel d'autres facteurs, être ignorés lorsqu'il s'agit de se prononcer sur la délimitation des frontières entre El Salvador et le Honduras.

A cet égard, la position de la Chambre¹ a consisté à relativiser, à mon avis un peu trop, les effets que devraient avoir, sur le tracé des frontières, les titres émanant des autorités espagnoles et déterminant les limites des territoires concédés notamment à des collectivités (*poblaciones*), que prévoit du reste l'article 26 du traité général de paix de 1980. La position de la Chambre peut, certes, se soutenir et en réalité, comme elle l'a remarqué, cette discussion, et notamment la distinction selon la nature (*reducción* ou *composición*) des titres invoqués, ont été généralement plus théoriques qu'elles n'ont eu d'effets pratiques dans l'examen des secteurs particuliers, ou du moins de la plupart d'entre eux. Cependant, cette position a finalement abouti à compliquer plus qu'à simplifier l'établissement du tracé des frontières, du fait qu'elle a abouti — du moins au départ — à ignorer l'importance respective des titres, à mettre sur le même pied des décisions d'importance fort inégale et même à prendre en considération des titres dépourvus de validité juridique comme dans le secteur de Sazalapa-Arcatao (voir ci-après).

Sur un plan différent, la part faite aux « effectivités » me paraît, à part le cas fort justifié de Meanguera, avoir été excessivement réduite, même en tenant compte du caractère souvent insuffisant des éléments produits pour les justifier.

Il faut, de toute manière, rendre hommage au soin avec lequel la Chambre s'est efforcée de dégager les couches successives des limites territoriales du passé, a comparé les titres qui lui ont été soumis, scruté des cartes, analysé les rapports et interprété les relations aussi bien que les silences des arpenteurs, chaussé leurs bottes, suivi leurs pas, mesuré les chemins parcourus, apprécié — autant qu'elle a pu — les rivières traversées et celles qui ne lui paraissaient pas l'avoir été et identifiées — et parfois

¹ Arrêt ci-dessus, introduction concernant la frontière terrestre, par. 43-55.

sovereignty involving the systematic control of the subsequent activities (particularly those of cultivation) of the administrative unit by which the operation had been ordered, that, in short, such operations of major public interest were bound to have had, at least under specific circumstances, a certain effect upon the administrative structures or, in any event, the administrative relationships of the regions considered. This accounts for the importance that has been attached to the scope of the *titulos ejidales*, in any event insofar as those which did not merely grant rights of private ownership are concerned. In the last analysis the *titulos ejidales* cannot, under certain conditions and particularly with respect to their nature, the persons meant to be affected by them, the conditions under which they were drawn up, their authority, their degree of precision and the ways in which they could be influenced by other factors, be left out of account when one is faced with the task of deciding upon the delimitation of the boundaries between El Salvador and Honduras.

In that regard, the position adopted by the Chamber¹ has been to play down, to an extent I consider excessive, the presumable effects upon the course of boundaries of titles emanating from the Spanish authorities and determining the limits of the lands granted, *inter alia*, to collective entities (*poblaciones*) — for which provision is made in Article 26 of the General Peace Treaty of 1980. The position of the Chamber is, of course, tenable and in reality, as it has pointed out, that discussion, and more particularly the distinction drawn between the different kinds of titles invoked (*reducción* or *composición*) were generally more theoretical than practical in their effects upon the way in which particular sectors — or at least most of those sectors — were dealt with. However, that position ultimately led to a complication rather than a simplification of the establishment of the course of the boundaries in that it resulted — at least at the outset — in disregard for the respective importance of the titles, in decisions of very unequal importance being put on the same footing while account was even taken of titles of no legal validity, as in the sector of Sazalapa-Arcatao (see below).

At a different level, apart from the very justified case of Meanguera, the role of “*effectivités*” seems to me to have been unduly reduced, even if one allows for the frequently inadequate nature of the elements invoked in order to justify them.

One must, in any event, pay tribute to the care with which the Chamber endeavoured to bring to light the successive layers of past territorial boundaries, compared the titles submitted to it, scrutinized maps, analysed reports and interpreted the recitals they contained as well as their silences, put itself in the shoes of the surveyors, followed in their footsteps, measured the paths they took, determined — insofar as it could — the rivers they crossed and those they did not seem to the Chamber to have

¹ Judgment, introduction concerning the land boundary, paras. 43-55.

même dû déplacer ou débaptiser — des cours d'eau et des montagnes. Tout cela appelait des évaluations et des choix qui n'étaient pas faciles, surtout dans les cas, qui n'ont pas été rares, dans lesquels les preuves étaient incertaines, leur poids discutable et où les arguments des deux Parties paraissaient s'équilibrer.

Il n'est donc pas surprenant que, dans des conditions souvent incertaines, l'accord n'ait parfois pas pu être total entre les membres de la Chambre. Par conséquent, je devrai, ci-dessous, et à propos de différents secteurs, indiquer les divers points de mon dissentiment autant que ceux de mon accord, lorsque celui-ci appelle une explication particulière.

PREMIER SECTEUR. TEPANGÜISIR

Le premier secteur à examiner, celui de Tepangüisir, posait plusieurs des problèmes significatifs du différend soumis à la Chambre : la portée des titres *ejidales* — avec, en l'occurrence, la complication supplémentaire de leurs effets d'un secteur à l'autre —, les directions suivies par les arpenteurs — avec le problème spécial qu'il s'agissait d'une région de montagne aux chemins souvent tortueux, donc aux orientations variables —, l'emplacement contesté des principaux lieux géographiques, notamment le sommet de la colline de Tepangüisir, ainsi que le cours et la source même de la rivière Pomola.

Les éléments de ces problèmes sont exposés clairement dans les passages correspondants de l'arrêt. Je n'estime donc pas utile d'y revenir, sinon pour dire qu'à divers égards — par exemple la question, relativement mineure, de l'appartenance d'une zone triangulaire aux terres de Citalá —, je partage sans hésitation le point de vue de la Chambre. Il en est autrement, cependant, en ce qui concerne la frontière tracée à l'ouest de Talquezalar et qui se dirige, plus ou moins directement, vers le mont Montecristo plutôt que de suivre l'orientation nord-ouest, vers ce qui est plus vraisemblablement la rivière Pomola (en direction du Cerro Oscuro) et de redescendre ensuite (direction sud-ouest) vers le tripoint de Montecristo. Cela m'aurait paru plus conforme aux motivations de l'*ejido* de 1776, par lequel les terres du massif de Tepangüisir ont été attribuées à la communauté indienne, et qui étaient de permettre aux habitants de Citalá-Tepangüisir de cultiver les terres de cette région.

La Chambre a cru devoir retenir les arguments du Honduras au sujet du cours et de l'emplacement de la source de la rivière Pomola, mais en fait les arguments de part et d'autre étaient équivalents, alors que les références contenues dans le titre de 1776 sur les « hauts pics et la végétation épaisse de la montagne » ainsi que sur la source de la rivière Pomola « remontée à travers une gorge profonde et des précipices » sont encore plus significatives de la région montagneuse revendiquée par El Salvador. En définitive, un plus grand poids aurait dû être attaché à ces raisons de fond qu'à des cartes incertaines et des orientations changeantes.

crossed, and identified watercourses and mountains — sometimes even displacing or renaming them. All this involved assessments and options that were not easy, particularly in the not infrequent cases where the evidence was uncertain, its weight was debatable and the arguments of the two Parties seemed to cancel each other out.

It is accordingly not surprising that, given the frequent uncertainty of the situations confronting them, the members of the Chamber were at times unable to reach complete agreement. I shall therefore have to indicate below, in connection with some sectors, the various points on which I disagree, as well as those my concurrence in which has a particular explanation.

FIRST SECTOR. TEPANGÜISIR

The first sector to be dealt with, that of Tepangüisir, raised several of the significant issues of the dispute submitted to the Chamber: the scope of the *títulos ejidales* — with, in this case, the further complication of their effects from one sector to the other; the directions taken by the surveyors — with the special problem that they were working in a mountainous area where pathways were frequently tortuous, involving changes in direction; the contested location of the principal geographical features, more particularly the top of the hill of Tepangüisir, as well as the course and even the source of the river Pomola.

The elements of those problems are clearly set forth in the corresponding passages of the Judgment. I accordingly see no point in going back to them, other than to say that in various respects — for example the relatively minor matter of the appurtenance of a triangular zone to the lands of Citalá — I unhesitatingly subscribe to the views taken by the Chamber. However, I feel differently about the frontier drawn to the west of Talquezalar and which runs, more or less directly, towards the Cerro Montecristo rather than following a north-westerly direction towards what is most probably the river Pomola (i.e., towards the Cerro Oscuro), before continuing in a south-westerly direction down towards the tripoint of Montecristo. That would have seemed to me more in accordance with the reasons behind the *ejido* of 1776, whereby the lands of the massif of Tepangüisir were granted to the Indian community, namely that the people of Citalá-Tepangüisir should be allowed to cultivate the lands of that area.

The Chamber felt that it should adopt the arguments of Honduras with respect to the course and the location of the source of the river Pomola, although in fact the arguments of both Parties were equivalent, given that the references in the 1766 Title to the high peaks and thick vegetation of the mountain and to the source of the river Pomola being reached “through a deep gully and precipices” reflect, rather, the mountainous area claimed by El Salvador. In short, more weight should have been given to these substantive reasons than to uncertain maps and shifting orientations.

DEUXIÈME SECTEUR. CAYAGUANCA OU LAS PILAS

Dans l'ensemble, je peux me rallier à la ligne retenue.

TROISIÈME SECTEUR. SAZALAPA-ARCATAO (OU LA VIRTUD)

Il s'agit d'un secteur complexe qui met en opposition de nombreux titres, plus ou moins solides, et pour lesquels la première — et importante — question était celle de leur pertinence. Ma principale objection aux conclusions de la Chambre sur ce point est de s'être fondée sur des titres contestables pour différents motifs, comme ceux de San Juan El Chapulín, Concepción de la Cuevas, Hacienda (ou San Francisco) de Sazalapa, Gualcimaca et Colopele. Une difficulté supplémentaire était la localisation souvent différente ou même multiple des divers lieux mentionnés.

Le résultat a été d'écarter ou de limiter les demandes d'El Salvador, notamment au nord et à l'est de la ligne qui lui a été reconnue.

En outre, la Chambre a décidé de ne pas admettre la demande d'El Salvador en ce qui concerne un petit quadrilatère au nord-ouest de la zone qui lui a été attribuée — et au nord de la rivière Sazalapa — et au sujet duquel elle avait estimé que les thèses des deux Etats s'équilibraient. Un élément que la Chambre a finalement considéré important pour rejeter cette demande a été que l'arpenteur n'a pas indiqué expressément qu'il avait traversé cette rivière. L'argument n'est certes pas sans valeur mais il en est d'autres, à mon avis plus convaincants, dans le sens opposé.

La Chambre a également estimé ne pas devoir reconnaître à El Salvador une autre protubérance, allant au nord-est de ce secteur jusqu'au Cerro El Fraile et qui semble correspondre notamment au sommet de très hautes collines qui est mentionné dans le titre d'Arcatao (sans parler de la référence quelque peu mystérieuse à un arbre « guanacaste »).

Pour ce qui est de la frontière orientale allant du nord au sud, la partie centrale — légèrement concave — à la hauteur de l'ancien « titre » de Gualcimaca me paraît tenir compte de manière excessive de ce « titre » dont j'ai déjà signalé plus haut qu'il est dépourvu de validité, ayant été rejeté par la Real Audiencia de Guatemala.

Enfin, en ce qui concerne la ligne située au sud-est, la délimitation retenue me paraît acceptable.

En définitive, le secteur que la Chambre a décidé d'attribuer à El Salvador constitue une partie sensiblement réduite des demandes de ce pays. Elle aurait, à mon sens, mérité d'être plus fournie, mais elle correspond à l'essentiel. C'est pourquoi je m'y suis rallié finalement, mais non sans quelque hésitation.

QUATRIÈME SECTEUR. NAGUATÉRIQUE

Le secteur de Naguatérique était le plus important quant à la superficie. La principale question était de décider si ce secteur devait être scindé en

SECOND SECTOR. CAYAGUANCA OR LAS PILAS

On the whole, I can concur with the line adopted.

THIRD SECTOR. SAZALAPA-ARCATAO (OR LA VIRTUD)

This is a complex sector in which a number of more or less solid titles come into conflict — a situation which, first and foremost, raised the question of the relevance of those titles. My main objection to the findings of the Chamber on this point is that it based its reasoning upon titles that are questionable on a number of grounds, such as those of San Juan El Chapulín, Concepción de las Cuevas, Hacienda (or San Francisco) of Sazalapa, Gualcimaca and Colopele. An additional difficulty was the location, frequently various or even multiple, of the various places to which reference was made.

As a consequence, El Salvador's claims were either set aside or limited, particularly to the north and the east of the line fixed.

Moreover, the Chamber decided not to accept El Salvador's claim to a small quadrilateral to the north-west of the area attributed to it — and to the north of the river Sazalapa — with respect to which it deemed the two States' arguments to be of equal weight. One element that the Chamber finally saw as significant to its rejection of the claim was that the surveyor did not expressly state whether he had crossed the Sazalapa river. The argument is of course not without weight, but there are others which strike me as more convincing and go the other way.

The Chamber also found that it could not accept El Salvador's claim to another protrusion, extending to the north-east of that sector as far as the Cerro El Fraile and which seems to correspond, more particularly, to the top of certain very high hills that is mentioned in the title-deed of Arcatao (to say nothing of the somewhat mysterious reference to a "guanacaste" tree).

With respect to the eastern frontier running from north to south, the central (slightly concave) part on the same level as the old "title-deed" of Gualcimaca seems to me to take undue account of that "title-deed" — which I have already mentioned as being invalid, since it was rejected by the Real Audiencia of Guatemala.

Lastly, and with respect to the line located to the south-east, the adopted delimitation is, in my view, acceptable.

In short, the sector that the Chamber has decided to attribute to El Salvador constitutes an appreciably diminished part of that country's claims. I consider that it could properly have been filled out somewhat, but that it corresponds to the essential. That is why I finally gave it my support, albeit not without some hesitation.

FOURTH SECTOR. NAGUATERIQUE

The sector of Naguaterique was the largest in area. The main question was whether that sector should be split up into two parts, divided by the

deux, de part et d'autre du fleuve Río Negro-Quiagara, le nord étant attribué au Honduras et le sud à El Salvador, ou si l'ensemble du secteur en question, c'est-à-dire à partir de la ligne, au nord, du Cerro La Ardilla, devait être reconnu à El Salvador.

La majorité de la Chambre s'est prononcée, dans des termes qui témoignent d'une certaine hésitation initiale, en faveur d'une ligne frontière qui suive le fleuve Negro-Quiagara. Il ne m'a pas été possible de partager ce point de vue, car le titre d'Arambala-Perquín, qui avait fait l'objet, dans le cadre de la juridiction de San Miguel, d'un arpentage en 1769 — pour remplacer un titre de 1745 détruit par le feu — et qui avait été formellement confirmé en 1815 par le *Juez Privativo de Tierras* de la Real Audiencia de Guatemala, consacrait la ligne de Cerro La Ardilla où, du reste, l'arpenteur Castro avait commencé ses opérations. Ce titre solide aurait, à mon sens, dû l'emporter sur les considérations, bien moins convaincantes, qui ont été invoquées pour justifier la ligne Río Negro.

Trois éléments qui ont été utilisés contre la ligne du Cerro La Ardilla ne me semblent pas convaincants.

En premier lieu, il a été question d'un terrain de Jocoara qui avait été exclu de l'attribution précitée, mais, outre que les termes en étaient différents, ils ne concernaient qu'une localité éloignée et de dimensions réduites (2 *caballerías* et demie).

On s'est aussi référé à la ligne de la rivière Salalamuya, qui avait été invoquée par El Salvador comme une limite de la ligne du Cerro La Ardilla et qui, il est vrai, n'a pas pu être située sur une carte. L'objection n'est pas dépourvue de valeur, mais elle n'est pas décisive, d'autant que les cartes présentées par les Parties sont loin d'être toujours précises. En outre, le doute existant sur le tracé exact de la limite ne saurait suffire à amputer un pays d'un territoire entier.

Enfin, sans parler ici de l'attrait commode mais parfois excessif que les traceurs de frontières éprouvent dans certains cas pour les certitudes des cours d'eau, une troisième considération avancée en faveur de la limite fluviale était qu'elle avait été envisagée lors des négociations menées en 1861 mais rejetée peu après par El Salvador. Or il est admis que les propositions faites au cours de négociations ne peuvent entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de statuer en droit et il devrait en être de même pour des accords provisoires dans le cadre de négociations. Ici la notion d'acquiescement serait trop fugace et du reste conditionnelle pour être retenue. La Chambre ne saurait, par ailleurs, statuer *ex aequo et bono*, à supposer même, ce qui est loin d'être certain, que l'équité trouve son compte dans une telle décision, qui, du reste, ignore l'existence de nationaux salvadoriens ayant des propriétés dans la partie contestée de la région et dont la situation risquerait d'être précaire avec l'attribution de cette région au Honduras.

Ce secteur est certainement celui au sujet duquel j'éprouve le plus de réserves à l'égard des conclusions de la Chambre.

river Negro-Quiagara, the northern part being attributed to Honduras and the southern one to El Salvador, or whether the whole of that sector — i.e., as from, to the north, the Cerro La Ardilla line — should be attributed to El Salvador.

The majority of the Chamber found — in terms which bear witness to a certain initial hesitation — in favour of a frontier line following the river Negro-Quiagara. I was unable to subscribe to that view, as the title-deed of Arambala-Perquín — which had been the subject (within the framework of the jurisdiction of San Miguel) of a survey effected in 1769 with a view to the replacement of a 1745 title-deed destroyed by fire, and which was expressly confirmed in 1815 by the *Juez Privativo de Tierras* of the Real Audiencia of Guatemala — established the line from the Cerro La Ardilla, where, moreover, the surveyor, Castro, had begun his operations. This solid title-deed should, in my view, have taken precedence over the distinctly less convincing considerations advanced in support of the Río Negro line.

Three elements which were invoked against the Cerro La Ardilla line do not seem to me to be convincing.

In the first place, reference was made to a tract of land known as Jocorara which had been left out of the above-mentioned land grant; but, in addition to being different, the corresponding terms only relate to a distant area of relatively small dimensions ($2\frac{1}{2}$ *caballerias*).

Reference was also made to the line of the river Salalamuya, which had been invoked by El Salvador as limiting the Cerro La Ardilla line and which, admittedly, could not be located on any map. The objection is not without weight — but it is not decisive, as the maps submitted by the Parties are far from being accurate in every case. What is more, the doubt that subsists as to the exact course of the boundary should not without more result in a State losing a whole piece of territory.

Lastly, to say nothing of the convenient but sometimes excessive pull that the certainties of watercourses exert, in certain cases, upon whoever has to draw a boundary line, a third consideration advanced in favour of the river boundary was that it had been envisaged during the negotiations of 1861 but rejected shortly thereafter by El Salvador. However, it is accepted that proposals made during negotiations cannot be taken into account when a decision based on law is to be made, and the same should hold good for provisional agreements within the framework of negotiations. In such a context, the notion of acquiescence would be too elusive as well as conditional to be acceptable. The Chamber may not, moreover, reach decisions *ex aequo et bono* — even if one were to consider, although the point is by no means free of doubt, that equity is served by such a decision, which, in addition, takes no account of the presence of Salvadorian nationals with properties in the contested part of the area, whose situation could well become precarious as a result of the attribution of that area to Honduras.

This sector is certainly the one in which I have the greatest reservations about the Chamber's findings.

Par ailleurs, pour la section sud-ouest, qui soulevait des questions particulièrement complexes, la solution finalement retenue, bien que ne prenant pas en considération, comme elle aurait pu le faire, certaines des effectivités mentionnées par El Salvador, ne manque pas, dans l'ensemble, de logique, les éléments disponibles n'étant dans l'ensemble guère probants.

CINQUIÈME SECTEUR. DOLORES

Un problème analogue, à certains égards, à celui de Naguaterique s'est présenté dans le secteur suivant, celui de Dolores. Là aussi, il s'agissait d'un conflit entre, d'une part, un titre de valeur juridique incontestable, celui de 1760, concernant Polorós, qu'avait approuvé la Real Audiencia de Guatemala, mais dont la portée géographique n'était pas certaine, et, d'autre part, un cours d'eau, la rivière Torola, qui offrait l'avantage de la commodité, mais ne trouvait d'appui sérieux ni dans les titres ni dans la pratique.

Il suffira ici de rappeler qu'un ancien territoire, dit de Sapigre, ne saurait être pris en considération en l'occurrence, après l'extinction de ses habitants, au début du XVIII^e siècle, ce territoire étant alors retourné à la Couronne d'Espagne qui en avait disposé à son gré. On ne peut, certes, entrer ici dans le détail des titres de valeur inégale, invoqués de part et d'autre, mais il en ressort que, finalement, le titre de Polorós devrait s'imposer et qu'il s'étend au nord de la rivière Torola. La question est alors de décider quelle devrait être l'extension du territoire à retenir en ce qui concerne El Salvador. Cet Etat soutenait que ledit territoire, qui aurait pris la forme approximative d'un trapèze, aurait eu pour sommet, à l'ouest, le Cerro de López, d'où une ligne droite aboutirait, à l'est, au Cerro Ribitá, la limite se dirigeant ensuite vers le sud-est, puis le sud, en suivant la rivière Unire. Cette formule rencontrait un certain nombre d'objections, notamment du point de vue de la superficie couverte, des distances mentionnées dans le titre de Polorós et des données géographiques quelque peu douteuses. Pour tenir compte de ces différents facteurs, la Chambre s'est ralliée à une construction aux termes de laquelle El Salvador aurait bien droit à une sorte de quadrilatère au nord du fleuve, mais dans des proportions réduites de manière à tenir compte des distances susmentionnées dans le titre de Polorós.

Si cette solution ingénieuse peut être considérée comme satisfaisante du point de vue du principe et des distances, elle présente l'inconvénient de comporter un changement d'appellation, par rapport aux dénominations traditionnelles, pour les sommets et les rivières en cause et de comporter ainsi un autre mont López et une autre rivière Mansupucagua. Ce phénomène n'est pas rare dans la présente affaire (on l'a ainsi constaté en particulier dans le troisième secteur), mais il faut admettre qu'il n'est pas pleinement satisfaisant. Cependant, à défaut de solution plus convaincante, on doit bien l'accepter comme une conséquence des données disponibles.

In a different field, i.e., as regards the south-western section — which raised some particularly complex issues — the solution finally adopted, even though it does not take account of some of the *effectivités* mentioned by El Salvador — as it could have done — does not, as a whole, lack logic, since the available elements were, in the main, scarcely probative.

FIFTH SECTOR. DOLORES

A problem to some extent similar to that of Naguaterique arose in the following sector, Dolores. In that sector the Chamber was also confronted by a conflict between, on the one hand, a title-deed of an incontestable legal weight, i.e., the 1760 one relating to Polorós, which was approved by the Real Audiencia of Guatemala but whose geographical scope was uncertain, and, on the other hand, a watercourse — the river Torola — which offered the advantage of convenience but had no strong support in either the title-deeds or practice.

It will suffice in this context to bear in mind that an earlier territory, known as Sapigre, should not be taken into account in the present case as, after its people had died out at the beginning of the 18th century, the territory reverted to the Spanish Crown, which disposed of it as it deemed fit. One cannot, of course, enter here into details concerning the title-deeds of unequal value that were invoked by one and the other Party, but it follows from them that the title-deed of Polorós should be given primacy and that it extends to the north of the river Torola. The question is, then, one of deciding what should be the extent of the territory to be seen as belonging to El Salvador. The latter maintained that that territory, purportedly shaped rather like a trapezium, had as its apex, to the west, the Cerro López, from whence a straight line would lead, to the east, to the Cerro Ribitá, with the boundary at that point swinging round towards the south-east and then to the south, along the river Unire. This formula raised a number of objections, particularly with respect to the area covered, the distances mentioned in the title-deed of Polorós and the somewhat dubious geographical data. In order to take account of these different factors, the Chamber gave its support to a construction according to which El Salvador would indeed be entitled to a sort of quadrilateral to the north of the river, but in proportions reduced so as to take account of the above-mentioned distances in the title-deed of Polorós.

While this ingenious solution may be deemed satisfactory from the standpoint of principle and of the distances involved, it presents the drawback of entailing changes of names, as compared to the traditional toponymy, with respect to the peaks and rivers in question, and of thus implying an alternative Cerro de López and another river Mansupucagua. This result is not unusual in the present case (as has been noted, in particular, for the third sector), but one has to admit that it is not fully satisfactory. However, for want of a more convincing solution, it has to be accepted as a consequence of the available data.

LES ESPACES MARITIMES

La question des espaces maritimes comprend d'une part celle des eaux à l'intérieur du golfe et, d'autre part, celle des eaux à l'extérieur de celui-ci. Ces deux problèmes sont naturellement différents mais ils constituent à plus d'un titre le prolongement l'un de l'autre tout en soulevant des questions spécifiques.

Pour les eaux à l'intérieur du golfe, je n'ai pas de difficultés à partager l'avis de la Chambre.

Quant aux eaux à l'extérieur du golfe, les problèmes qu'ils posaient étaient indiscutablement complexes. Ils l'étaient, notamment, du fait que, s'agissant du prolongement d'une *baie historique particulière* ayant trois Etats riverains, le droit international général de la mer n'offre pas de normes de référence spécifique en la matière. La situation particulière de cette baie et le fait que les côtes du Honduras sont situées au fond de celui-ci, que la plupart de ses côtes ont déjà été prises en considération en 1900 dans les accords conclus avec le Nicaragua, l'écran que constitue — du moins en partie — l'île de Meanguera que la Chambre attribue à El Salvador et les objections présentées contre la construction d'une ligne de clôture de la baie entre le cap Amapala et le cap Cosigüina, constituent des éléments qui ne manquent pas d'un certain poids dans la considération de ce problème. En définitive, cependant, ces arguments ne paraissent pas décisifs et il m'est apparu que l'argumentation de la majorité de la Chambre — qu'il est inutile de reprendre ici — est acceptable du point de vue du droit, compte tenu du caractère tout à fait spécial du golfe de Fonseca comme baie historique à trois riverains, ainsi qu'on l'a dit plus haut. Les conclusions qui en sont tirées par la Chambre sont la conséquence de cette situation particulière et ne sauraient naturellement avoir de portée plus générale dans des conditions qui seraient différentes.

(Signé) Nicolas VALTICOS.

THE MARITIME SPACES

The issue of the maritime spaces comprises, on the one hand, the question of the waters within the Gulf and, on the other, that of the waters outside it. These are two different problems, each of which raises specific questions, but constitute extensions of each other.

For the waters within the Gulf, I have no difficulty in sharing the Chamber's view.

As for the waters outside the Gulf, the problems that arose were undoubtedly complex ones. They were particularly complex because one was dealing with the extension of a *particular historic bay* having three riparian States, with respect to which the general international law of the sea does not contain any specific norms. The particular situation of that bay and the fact that the coasts of Honduras are located at the back of it — together with the fact that most of those coasts were already taken into account in 1900 in the agreements concluded with Nicaragua —, the screen formed, at least in part, by the island of Meanguera, which the Chamber attributes to El Salvador, and the objections raised against the construction of a closing line of the bay between Cape Amapala and Cape Cosigüina, are so many elements that must carry some weight in the consideration of this problem. All in all, however, those arguments do not strike me as decisive and I take the view that the line of argument of the majority of the Chamber — which need not be recapitulated at this stage — is acceptable from a legal standpoint, given the very peculiar character of the Gulf of Fonseca as an historic bay with three riparians, as has already been pointed out. The conclusions drawn by the Chamber are a consequence of that particular situation and cannot, of course, be given a more general scope in circumstances of a different kind.

(Signed) Nicolas VALTICOS.